



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



Cofinancé par
l'Union européenne



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ACQUISITION D'INSTRUMENTS MESURANT DES PARAMÈTRES MÉTÉOROLOGIQUES

N° du CCAP : 2025-0047

Université Clermont Auvergne
49 Boulevard François Mitterrand
CS 60032
63000 CLERMONT-FERRAND

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

| | | |
|---|----------------------------------|---|
|  | Objet | ACQUISITION D'INSTRUMENTS MESURANT DES PARAMÈTRES MÉTÉOROLOGIQUES |
|  | Type de contrat | Marché public |
|  | Nombre de lots | 10 |
|  | Tranches optionnelles | Sans tranches optionnelles |
|  | Clauses sociales | Sans |
|  | Clauses environnementales | Avec |
|  | Durée / Délai | Défini par lot |
|  | Reconduction | |
|  | Prix | Prix global forfaitaire |
|  | Variation des prix | Sans |
|  | Avance | Avec |

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat | 4 |
| 1.1 - Objet du contrat..... | 4 |
| 1.2 - Décomposition du contrat..... | 4 |
| 2 - Pièces contractuelles | 4 |
| 3 - Durée et délais d'exécution..... | 5 |
| 3.1 - Durée du contrat | 5 |
| 4 - Prix..... | 5 |
| 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 5 |
| 4.2 - Modalités de variation des prix..... | 5 |
| 5 - Garanties Financières..... | 5 |
| 6 - Avance..... | 5 |
| 6.1 - Conditions de versement et de remboursement..... | 5 |
| 6.2 - Garanties financières de l'avance..... | 6 |
| 7 - Modalités de règlement des comptes..... | 6 |
| 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs..... | 6 |
| 7.2 - Présentation des demandes de paiement | 6 |
| 7.3 - Délai global de paiement | 7 |
| 7.4 - Paiement des cotraitants | 7 |
| 8 - Conditions d'exécution des prestations..... | 7 |
| 9 - Développement durable..... | 8 |
| 10 - Constatation de l'exécution des prestations | 8 |
| 10.1 - Vérifications | 8 |
| 10.2 - Décision après vérification | 8 |
| 11 - Garantie des prestations..... | 9 |
| 12 - Maintenance..... | 9 |
| 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle | 9 |
| 14 - Pénalités | 9 |
| 14.1 - Pénalités de retard | 9 |
| 15 - Assurances..... | 9 |
| 16 - Clause de réexamen | 9 |
| 17 - Résiliation du contrat..... | 10 |
| 17.1 - Conditions de résiliation | 10 |
| 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire | 10 |
| 18 - Règlement des litiges et langues | 11 |
| 19 - Dérogations | 11 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Acquisition d'instruments mesurant des paramètres météorologiques pour la collecte de précipitations et de brouillard/nuage dans le cadre du Projet PAARIOU

Lieu(x) d'exécution :

OPGC - LaMP

Université Clermont Auvergne
4 avenue Blaise Pascal
Bâtiment Physique 8 - 2ème étage
TSA/CS 60028
63178 AUBIERE

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 10 lot(s) :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|--|
| 01 | Station météorologique |
| 02 | Capteur de rayonnement |
| 03 | Mesure du vent (direction, intensité) |
| 04 | Mesure des flux de chaleur/évapo-transpiration |
| 05 | Centrale acquisition |
| 06 | Radiomètre filtre j(NO2) |
| 07 | Mât collecteur nuage |
| 08 | Mât météo |
| 09 | Collecteur de pluie |
| 10 | PC d'acquisition |

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes suivantes :

1. L'offre financière du titulaire (cf. art. 5.1 RC)

NB : Seul l'acte d'engagement sera signé par les deux parties contractualisant ainsi toutes les pièces contractuelles annexées à ce dernier et énumérées ci-dessous :

- Le cadre de réponse de développement durable (cf. art. 5.1 RC)
- L'offre technique du titulaire (cf. art. 5.1 RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe « Cadre de Réponse Développement Durable »
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée du contrat

L'acte d'engagement fixe le délai d'exécution (livraison, mise en service, formation...) proposé par le candidat et propre à chaque lot.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Si les délais ne permettent pas l'établissement d'un bon de commande immédiat, un bon de commande sera adressé ultérieurement

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

La durée propre à chaque contrat, sera de 12 mois à compter de la date de notification.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour le lot suivant sous réserve des conditions de l'article 6.1 du présent CCAP :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|---------------------|
| 09 | Collecteur de pluie |

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 20,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les factures dématérialisées doivent être adressées, via <https://chorus-pro.gouv.fr>

Informations à utiliser pour la facturation électronique

| | |
|--|---------------------------------|
| Désignation structure | Université Clermont Auvergne |
| Identifiant de la structure publique (SIRET) : | 13002806100013 |
| Code Service | (Non obligatoire) |
| N° Engagement | 4xxxxxxxxx (n° bon de commande) |

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002806100013

NB : Ces dispositions concernent toutes les entreprises y compris les entreprises « étrangères ». Une annexe « CHORUS PRO » pourra être transmise lors de la notification du marché

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Adresse de livraison :

OPGC - LaMP (Laboratoire de Météorologie physique)
Université Clermont Auvergne
4 avenue Blaise Pascal
Bâtiment Physique 8 - 2ème étage
TSA/CS 60028

63178 Aubière

L'installation et la mise en service de l'appareil devront être comprises dans l'offre (délai à indiquer dans la réponse).

Personnes à contacter pour la livraison :

Nom : DEGUILLAUME Laurent

N° de tél : 04 73 40 73 59

Adresse mail : laurent.deguillaume@uca.fr

Nom : GOURBEYRE Christophe

N° de tél : 04 73 40 73 76

Adresse mail : christophe.gourbeyre@uca.fr

Nom : BARAY Jean-Luc

N° de tél : 04 73 40 51 33

Adresse mail : J-Luc.BARAY@uca.fr

Nom : BERLAND Kevin

Adresse mail : Kevin.berland@uca.fr

9 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

"livraison/emballage en vrac plutôt qu'en petit conditionnement, récupération ou réutilisation des emballages, livraisons des marchandises dans des conteneurs réutilisables, collecte et recyclage des déchets produits, produits bio, solutions informatiques de bureau labellisées Energy Star ou équivalent, papier recyclé."

La présente consultation comprend des critères d'attribution à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

Le règlement de consultation fait mention du pourcentage de pondération attribué à ce critère.

La réponse à apporter est à compléter dans le document 2025-0047_CRDD, annexe 1 du CCAP.

10 - Constatation de l'exécution des prestations

10.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de **60 jours** à compter de la date de mise en service, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

La durée de vérification est portée à 60 jours minimum jusqu'à l'obtention de résultats finaux satisfaisant pour les tests de calibration.

10.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

La durée de vérification est portée à 60 jours minimum jusqu'à l'obtention de résultats finaux satisfaisant pour les tests de calibration.

Le titulaire devra mettre en place et fournir tous les éléments indispensables au bon fonctionnement de l'équipement pendant cette phase de test de calibration.

11 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une **garantie minimale de 1 an** dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Une durée de garantie initiale supérieure peut être proposée par le titulaire dans son offre de base ou dans son offre « Variante ». Cette durée supplémentaire sera considérée comme garantie de base associée à l'appareil et ne sera pas une prestation d'extension de garantie.

12 - Maintenance

Les prestations ne feront pas l'objet d'une prestation de maintenance assurée par le titulaire dans le cadre de cette procédure.

Cependant, à des fins informatives, et dans l'éventualité de devoir conclure un contrat de maintenance ultérieurement, le pouvoir adjudicateur souhaite obtenir dans le cadre de cette procédure les renseignements suivants :

- Contrats de maintenances proposés (durée, niveau, correctives/préventives, modalités...)
- Les documents techniques des équipements permettant d'effectuer, en interne des vérifications de bon fonctionnement ou des actions mineures de réparabilité (Instructions, guide pratique, pannes...)

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants : Achats complémentaires liés à ;l'objet du marché

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le

titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services